



RAPPORT

**POUR UN
LOBBY
D'INTÉRÊT
GÉNÉRAL**

greenlobby

ÉDITO

REPRENDRE LE POUVOIR : POUR UN LOBBYING D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

À l'heure où les lobbys traditionnels capturent la décision publique au profit d'un court-termisme qui creuse les inégalités, détruit notre économie et nos conditions de survie, une autre voie émerge. Celle d'un lobbying assumé, transparent, au service de l'intérêt général.

Pourquoi les lobbys conservateurs gagnent-ils presque toujours ? Ce rapport lève le voile sur les rouages invisibles du pouvoir économique dans la fabrique de la loi, à travers deux enquêtes inédites. La première, menée avec Data For Good, révèle comment des éléments de langage issus du Medef, de la FNSEA ou de Plastalliance sont repris dans un quart des amendements parlementaires sur des lois majeures comme la loi AGECE, la loi Industrie Verte ou la loi d'orientation et d'avenir agricole. Derrière cette influence, une asymétrie choquante : les premiers acteurs économiques conventionnels dépensent en moyenne 35 fois plus en lobbying que les premiers de l'économie à impact. La seconde, fruit d'un travail d'analyse systématique de 130 ministres depuis 2017, met en lumière l'ampleur du pantouflage entre public et privé : 6 ministres sur 10 monnaient leur carnet d'adresse et influence. Ces données permettent de comprendre comment certains intérêts privés capturent l'écriture de la loi dans un paysage où les rapports de force sont structurellement inégaux. Mais ce rapport ne s'arrête pas au constat : il donne les clés pour reprendre la main de l'agenda politique.

Il documente la montée en puissance d'un contre-lobbying structuré, qui fait de la régulation un levier stratégique pour l'innovation, la relocalisation et la justice sociale. En retraçant des victoires concrètes - de la loi Garot contre le gaspillage alimentaire à la proposition de loi contre la fast fashion - il montre comment des coalitions hybrides entre associations, entreprises engagées et élu·e·s peuvent inverser le rapport de force. Pour accélérer ce mouvement, le rapport propose la création d'une alliance pour un Lobby d'Intérêt Général autour d'un outil politique puissant : la loi-cadre. Une méthode précise en trois vagues est présentée pour élargir les soutiens, fracturer les oppositions internes au patronat et imposer dans l'espace public un agenda politique progressiste. En creux, il pose une conviction forte : ce que les lobbys dominants ont bâti par méthode, il est temps de le répliquer pour défendre l'intérêt général. Ce rapport est une stratégie d'action. Un plan pour que la loi cesse d'être façonnée par quelques-uns, et devienne à nouveau l'affaire de toutes.

À deux ans des présidentielles, nous pouvons donner le tempo. Renforçons notre coordination autour d'un mot d'ordre : construire pour ne plus subir !

VALÉRIE LUCE GRAMOND & HUGO CARTALAS